

Contacts presse :

Christel Lerouge

Tel.: 01 47 54 50 76

E-mail: christel.lerouge@capgemini.com

Nicolas Atlan

Tel: 01 47 54 50 71

E-mail: nicolas.atlan@capgemini.com

Selon l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie de Capgemini, malgré l'accident de Fukushima, le développement de l'énergie nucléaire va se poursuivre

Le manque d'investissements et certaines décisions concernant l'énergie nucléaire devraient conduire à une diminution de la sécurité d'approvisionnement énergétique en Europe

Paris, le 26 Octobre 2011 – Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, en collaboration avec Société Générale Global Research, CMS Bureau Francis Lefebvre et VaasaETT¹, publie aujourd'hui la treizième édition de son étude annuelle, l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie (OEME). Selon cette étude, malgré l'accident de Fukushima, le développement de l'énergie nucléaire devrait se poursuivre. Et ce en dépit de la réduction du recours à l'énergie nucléaire par certains gouvernements et du lancement par les autorités de régulation nucléaire de tests de résistance sur toutes les installations nucléaires existantes et futures. La réalisation de ces tests a d'ailleurs engendré des délais pour la livraison de nouveaux projets. L'étude indique également que la croissance de la consommation énergétique des pays en développement, l'accident de Fukushima, ainsi que la décroissance des investissements des Utilities² dans les infrastructures énergétiques, auront des conséquences négatives sur la sécurité d'approvisionnement et les émissions de gaz à effet de serre en Europe. Toujours selon cette étude, à long terme, les prix de l'énergie devraient augmenter. De plus, la continuité de la fourniture d'énergie pourrait être menacée si les autorités de régulation de l'énergie et les gouvernements ne mettent pas en place certaines mesures pour inciter à réaliser, d'ici à 2020, les 1 100 milliards d'euros d'investissements nécessaires au sein de l'Union Européenne. Cependant, si un nouveau ralentissement économique devait se produire, il atténuerait à court terme ces problèmes puisqu'il conduirait, comme en 2009, à une baisse des consommations d'électricité et de gaz.

¹ Organisation universitaire réunissant des experts de l'énergie

² Utilities : sociétés de services publics opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et de la propreté

Le développement de l'énergie nucléaire devrait se poursuivre

Après l'accident nucléaire de Fukushima, les gouvernements des pays du monde entier ont décidé de lancer, de façon coordonnée, des inspections de sûreté dans toutes les installations nucléaires existantes et en projet. Il est trop tôt pour évaluer de façon précise le nombre d'installations qui passeront avec succès ces « tests de résistance » et se mettront en conformité avec les modifications requises tant sur la conception que pour l'exploitation. Cependant, à l'exception de tous les réacteurs allemands et peut-être japonais, il semble probable que la grande majorité des réacteurs sera autorisée à continuer de fonctionner.

Depuis l'accident de Fukushima, l'Italie et la Suisse ont imposé un moratoire sur l'énergie nucléaire, et l'Allemagne a décidé d'arrêter ses sept plus anciens réacteurs et de ne pas redémarrer le réacteur de Kruemmel³. Le pays a aussi décidé de fermer progressivement ses neuf réacteurs restants (entre 2015 et 2022). Cependant, de nombreux pays ou régions comme la Chine, la Corée du Sud, la Russie, le Moyen-Orient, le Royaume-Uni, la France et la République tchèque ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'énergie nucléaire.

Plus des trois quarts des 62 réacteurs actuellement en construction dans le monde sont situés en Asie (28 en Chine, 5 en Inde, 5 en Corée du Sud, 2 au Japon) et 10 en Russie. Ces pays étant confrontés à d'importants besoins en énergie, ils devraient tous poursuivre ces projets, probablement à l'exception du Japon. De plus, les Emirats Arabes Unis, d'autres pays du Moyen-Orient ainsi que des pays ayant déjà quelques centrales nucléaires⁴ ont déclaré vouloir poursuivre leurs programmes de construction de nouveaux réacteurs. C'est pourquoi, l'étude conclut que la grande majorité des réacteurs nucléaires programmés seront construits, mais seront sans doute livrés avec du retard par rapport au calendrier initial.

Sécurité d'approvisionnement

La fermeture immédiate d'une partie du parc nucléaire allemand constitue une menace pour la sécurité d'approvisionnement en électricité de l'Europe. Suite à l'arrêt de ses réacteurs, l'Allemagne a commencé à importer de l'électricité depuis ses pays voisins, y compris plus de 2 000 MW par jour depuis la France qui, en raison d'une bonne performance de ses centrales nucléaires peut exporter une

³ Suite à des problèmes techniques, le réacteur de Kruemmel (près d'Hambourg) était arrêté depuis 2007

⁴ L'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud...

partie de sa production. Cependant, durant les périodes de pointe de consommation, la France importe de l'électricité principalement d'Allemagne ; ce qui ne sera plus possible dans les années à venir. Il existe donc une menace sur la continuité de la fourniture électrique pendant l'hiver 2011/2012 et les hivers suivants car les pointes de consommation augmentent d'année en année. Ainsi en 2010, l'augmentation a été de 9,5% en Allemagne et de 4,7% en France.

En 2010, l'Europe a importé 113 milliards de mètres cubes de gaz par gazoduc depuis la Russie, soit 33% des importations totales de gaz. En 2030, le gaz acheminé par les gazoducs de Gazprom⁵ devrait représenter 50% de l'approvisionnement total de gaz de l'Europe. L'étude pointe un risque de dépendance qui constitue une source d'inquiétude pour la sécurité d'approvisionnement. De plus, la décision de l'Allemagne d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire au cours des dix prochaines années devrait accroître sa dépendance vis-à-vis du gaz russe. La société allemande RWE a ainsi signé un partenariat mi juillet 2011 avec la société russe Gazprom pour garantir à RWE des livraisons additionnelles de gaz à des prix compétitifs.

Un mix énergétique qui évolue

L'étude indique également que le mix énergétique devrait évoluer après l'accident de Fukushima. Cette conclusion est partagée par l'AIE⁶ qui prévoit que la consommation mondiale de gaz devrait augmenter de 50% entre 2011 et 2035, et sa part dans le mix énergétique atteindre 25% – contre 21% aujourd'hui – légèrement en-dessous de celle du pétrole (27%).

Les conséquences de l'accident de Fukushima devraient conduire au développement des énergies renouvelables mais, grâce à leur coût de production moins élevé, les centrales au gaz devraient accroître leur part du mix. Pour atteindre une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, les Etats Membres de l'Union Européenne, les gouvernements et les autorités de régulation devraient, selon l'étude, s'inspirer des mesures récemment votées au Royaume-Uni. En effet, pour faire face aux besoins d'investissements dans le secteur électrique (estimés à 110 milliards de livres d'ici à 2020) et aux objectifs contraignants de réduction des émissions de CO₂, le gouvernement britannique a décidé de mettre en place des mesures votées en juillet 2011 suite aux recommandations du livre blanc intitulé "Planning our electricity future". Ces mesures instituent un prix plancher pour les permis d'émission de CO₂ et introduisent des contrats long terme à prix fixe pour toute forme de production d'électricité à faible émission de CO₂. Elles apportent ainsi une incitation financière pour ce type d'investissements. En outre, elles prévoient le lancement d'un

⁵ Entreprise russe spécialisée dans la production, le traitement et le transport de gaz naturel

⁶ AIE : Agence Internationale de l'Energie

marché de capacités qui rémunérera la puissance électrique disponible. Enfin, ces mesures établissent aussi une norme sur les émissions de CO₂ de sorte qu'aucune centrale à charbon ne puisse être construite sans système de capture et de stockage de CO₂.

Selon Colette Lewiner, Directeur International du secteur Energie, Utilities et Chimie chez Capgemini au niveau mondial : *« La croissance de la consommation énergétique conjuguée aux événements mondiaux de 2011 et aux faibles investissements crée un contexte européen de moindre sécurité d'approvisionnement énergétique, à court et long terme. La conjugaison de ces éléments pourrait entraîner une augmentation des émissions de gaz à effet de serre du fait d'une baisse de la production d'électricité nucléaire et conduire à la croissance des prix de l'énergie. Même si un nouveau ralentissement économique se produisait en Europe, il masquerait ces effets à court terme mais l'impact à plus long terme serait encore plus important. A cause notamment du manque d'investissements dans les énergies décarbonnées durant la crise, la limitation de la hausse des températures et la sécurité d'approvisionnement énergétique seront difficiles à garantir ».*

Une synthèse de l'étude peut être téléchargée à l'adresse suivante : <http://www.capgemini.com/eemo>

A propos de l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie (OEME)

L'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie est une publication annuelle de Capgemini qui a pour objectif de suivre les principaux indicateurs des marchés de l'électricité et du gaz, de surveiller l'équilibre entre l'offre et la demande, de mesurer les progrès dans l'établissement d'un marché ouvert et concurrentiel dans les 27 pays de l'Union européenne (+ la Norvège et la Suisse) ainsi que d'observer l'évolution des indicateurs (3x20) de lutte contre le changement climatique à l'horizon 2020. Cette 13e édition, bâtie en majorité à partir de données publiques combinée à l'expertise de Capgemini sur le secteur énergétique, fait référence aux données de l'année 2010 et de l'hiver 2010/2011. Une expertise spécifique sur la politique énergétique européenne, la situation financière des Utilities et la performance de ce secteur ; et la mobilité des clients est produite respectivement par CMS Bureau Francis Lefebvre, Société Générale Global Research et VaasaETT.

A propos de Capgemini

Fort d'environ 115 000 collaborateurs et présent dans 40 pays, Capgemini est l'un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance. Le Groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 8,7 milliards d'euros. Avec ses clients, Capgemini conçoit et met en œuvre les solutions business et technologiques qui correspondent à leurs besoins et leurs apportent les résultats auxquels ils aspirent. Profondément multiculturel, Capgemini revendique un style de travail qui lui est propre, la « Collaborative Business ExperienceTM », et s'appuie sur un mode de production mondialisé, le « Rightshore[®] ».

Plus d'informations sur : www.capgemini.com

Rightshore[®] est une marque du groupe Capgemini

Avec un chiffre d'affaires de 915 millions d'euros et 12 000 consultants et ingénieurs engagés dans des projets tant en Europe, qu'en Amérique du Nord ou dans la zone Asie Pacifique, le secteur Energie, Utilities et Chimie de Capgemini propose un large éventail de services à la plupart des grands acteurs mondiaux de ces industries, ainsi que des études approfondies sur le secteur.

Plus d'informations sur : www.capgemini.com/energy